

Crise de la Covid-19 : une préoccupation sécuritaire accentuée Les mailles de la cohésion sociale présentent des fragilités

Dans *Consommation et modes de vie n° 317 de mai 2021*, Sandra Hoibian (Crédoc) étudie l'impact de la crise sanitaire et des mesures gouvernementales sur « le vivre ensemble » en France ⁽¹⁾.

Depuis mars 2020, soit le début de la crise sanitaire liée à la Covid-19, la société française, selon le Crédoc, vit dans un « climat où l'autre est potentiellement porteur de maladie et de mort et où les contacts quotidiens permettant à chacun de se "relier" à l'autre physiquement et symboliquement sont proscrits ». Il en résulte un certain affaiblissement de la cohésion sociale qui s'exprime à travers différents indicateurs.

Entre janvier 2020 et janvier 2021, le sentiment de l'appartenance à une « communauté » est en baisse : – 8 points quand il s'agit de la communauté liée à son pays d'origine ou à celui de sa famille ; – 5 points concernant celle liée au quartier ou à la commune ; – 4 points concernant celle liée à sa religion ou encore celle liée à ses engagements ou à ses opinions. En revanche, les communautés formées autour de ses loisirs ou passions, ou autour de sa profession résistent. En janvier 2021, le sentiment d'appartenir à une communauté est le plus fort quand il s'agit de ses loisirs ou passions (28 %). Il devance dorénavant celui relatif à son pays d'origine ou à celui de sa famille (26 %) – ce dernier s'élevait à 34 % un an auparavant.

Plus largement, c'est l'appartenance « à une diversité de sphères sociales qui se réduit (34 %, – 6 points) ». Pour le Crédoc, cela traduit une tendance à se replier sur un « cercle restreint de sociabilité et d'appartenance ».

La responsabilité individuelle est pointée du doigt

Le premier confinement revêt un caractère inédit et l'ensemble de la population a été soumis aux mêmes règles. Le contexte est ensuite marqué par un changement de situations au gré des évolutions virales, notamment avec une frontière mouvante entre secteurs dits « essentiels » et « non essentiels ». Alors qu'en avril 2020, la part de Français exprimant le fait d'accorder une place importante dans leur vie à la cohésion sociale avait bondi à 31 %, soit + 12 points compa-



(1) – « Après le chacun chez soi, le chacun pour soi ? » (4 pages). Réalisée trois fois par an (en janvier, mai et septembre), l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) est conduite auprès d'un échantillon de 3 000 personnes. Cette enquête existe depuis 1978, d'où la possibilité d'étudier des séries longues sur quarante ans. Dans cet article, il s'agit de l'enquête de janvier 2021.

rativement à son niveau d'avant la crise, « elle est, depuis, retombée à 24 % en même temps qu'ont cessé les applaudissements aux balcons, sorte de rituel collectif du premier confinement ».

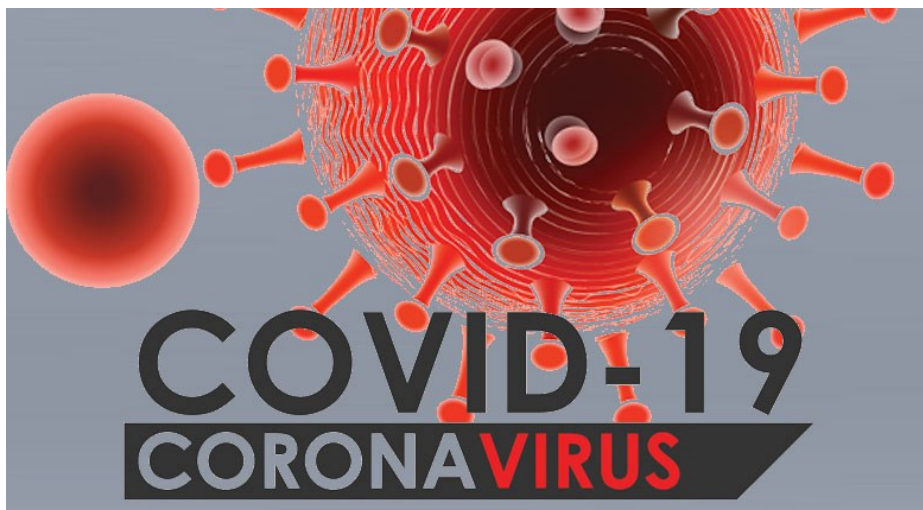
Dans ce contexte, certains dénoncent la gestion de la crise par le gouvernement : le manque de moyens pour le système de santé notamment. Sur fond de défiance dans les institutions, ce ne sont pourtant pas les autorités sanitaires qui sont perçues comme les principales responsables de la difficulté à faire face à la situation : « Une très nette majorité (57 %) estime que la propagation du virus est principalement liée aux comportements individuels, la gestion par les autorités se plaçant loin derrière (30 %) et la virulence du virus encore plus loin (13 %) ».

En encourageant et en valorisant la place et l'action de chacun, les campagnes publiques en appellent à la responsabilité individuelle : respecter les gestes barrières, limiter les interactions sociales... Un quart des jeunes ont le sentiment que la société privilégie les plus âgés à leur détriment. Dans le même temps, les personnes plus âgées évoquent des comportements individuels égoïstes ou irresponsables : « Cette prégnance de l'acte individuel est patente dans la parole publique lors de la crise de la Covid-19 ».

Parmi les Français interrogés, 77 % déclarent qu'ils saluent sans serrer la main et qu'ils ont arrêté les embrassades (selon le Baromètre d'opinion de Santé publique France) : la majorité d'entre eux affirment qu'ils appliquent scrupuleusement les gestes recommandés tout en estimant que le virus se répand à cause de comportements individuels. Les déclarations des répondants « peuvent masquer des comportements moins rigoureux », mais témoignent d'une « intériorisation des recommandations, et du souhait de se comporter en bon citoyen ».

Des variations générationnelles dans l'impact de la crise sanitaire

Le lien social dépend de la solidarité entre les générations et du sentiment d'équité entre ces dernières. La crise de la Covid-19 impacte particulièrement les personnes âgées avec une mortalité accrue et une situation les contraignant à « rester cloîtrées dans leur chambre pour se protéger du virus ». Cette réalité a été particulièrement marquée dans les Ehpad, ce qui a ému les Français. La recommandation visant à protéger les personnes âgées en restant à distance a fait « progresser leur isolement » et « entamé leur raison de vivre ».



Les difficultés rencontrées par les jeunes ont également été médiatisées : ils sont davantage touchés par le repli économique. Un contrat précaire sur deux est occupé par un jeune. Avant la crise sanitaire, en 2018, 19,7 % des 18-29 ans étaient sous le seuil de pauvreté selon l'Insee (un taux très supérieur à la moyenne : 14,8 %). Les jeunes ont également dû « poursuivre leurs études dans un climat incertain et avec des cours en ligne ». L'isolement induit a pu entraîner une « détresse psychologique dans une période essentielle à la construction de son réseau social, et à la construction de projets qui poseront les bases d'une partie de la vie ».

Certes, si 70 % du corps social ne considèrent pas qu'une génération soit privilégiée au détriment d'une autre, les jeunes sont « un peu plus considérés comme favorisés (+ 6 points) que par le passé ». Aussi ont-ils souvent été pointés du doigt comme étant moins respectueux des règles de distanciation, notamment en participant à des rassemblements ou à des fêtes. Du côté des principaux intéressés, un quart des moins de 25 ans expriment « le sentiment d'être une génération sacrifiée ».

La solidarité et la lutte contre les inégalités économiques font partie des dimensions qui « créent une nation unie ». Si la situation des jeunes s'est plutôt dégradée, celle des Français les plus aisés s'est relativement améliorée en raison d'une « épargne "forcée" qui s'est constituée par la réduction drastique de l'offre de loisirs et de sorties ».

Quant aux plus modestes, ils ont vu leurs difficultés économiques s'amplifier : « non-renouvellement des contrats courts, augmentation des dépenses avec l'arrêt de la cantine pendant le premier confinement, arrêt de l'économie informelle et des petits jobs, diminution des ressources avec le chômage partiel ».

Cependant, la violence et la sécurité préoccupent les Français beaucoup plus que la pauvreté. L'inquiétude par rapport à la violence et la sécurité varie sensiblement selon la façon dont les répondants vivent le

contexte sanitaire. Les personnes qui sortent peu habituellement ou qui ont réduit leurs sorties lors de la crise sanitaire sont les plus préoccupées par la sécurité : 44 % des personnes qui sortent rarement de chez elles se disent préoccupées par la violence et l'insécurité. Les contacts moindres voire le retrait des interactions avec l'espace public peuvent « rendre davantage anxiogène l'espace extérieur au cocon du logement ».

Et Sandra Hoibian de conclure : « *La distanciation de l'autre et la critique des comportements inciviques par rapport aux enjeux sanitaires créent un climat de suspicion peu propice à renforcer la cohésion du pays dans une période où cette cohésion serait justement nécessaire pour favoriser la résilience de la société* ».